L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 28 MARS 1891.

PETITES ANNONCES.

F. LAUDUMIEY & CO., Imprimeurs, No 22 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacie, imprimées et couvertes depuis 25c. le mille. 13 mars—1 an

DEMANDES.

ON demande—A acheter comptant une maison en terrain, dans le 3me ou 8me District. Adresser Maison, soins de l'ABEILLE. 26 mars—7f

ON demande—Vieux souvenirs et vieilles curiosités de tout genre, tels que tableaux, photographies, meubles, armes à feu, argenterie, vêtements, etc., etc., en un mot tout ce qui peut intéresser le public en général. Ces objets sont destinés à la Première Grande Exposition de curiosités antiques, avec prizes, qui sera inaugurée au Musée de Robinson, jeudi, 2 avril 1891. Venez tout de suite avec les carte avisés que vous aurez et prenez la liste des prix, etc. 21 mars—

A VENDRE.

A VENDRE—De bonnes vaches à lait avec de jeunes veaux chez H. Mehnert, près de Harvey's Canal, paroisse Jefferson. 8 mars—1m

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Français industrieux et bien recommandé voudrait se rendre utile à tous et demande emploi à $10 par mois et nourri; dans une famille ou une institution. Louis Muller, 456 Bagatelle. 24 mars—7f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Louis Bisaer.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 32,469.—Division E —Attendu que Mme Catherine Bisaer a présenté sa pétition à la Cour à l'effet d'obtenir l'autorisation de faire la cession des biens de feu Louis Bisaer, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, Greffier.

19 mars—19 24 28

Succession de Elise Pailliz, veuve décédée de August H. A. Schirandt, déc.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,178—Division C —Attendu que William R Sichrandt a pr senté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir l'autorisation dans la succession de feu Elise Pailliz, veuve décédée d'Auguste H. E. Sichrandt, et décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, Greffier.

19 mars—19 24 28

Succession de Mme Veuve Joseph M. Rosado.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 23,716.—Division E.—Attendu que John F. Wing a déclaré au public, a présenté sa pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Louis Blanc, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, Greffier.

19 mars—19 24 28

Succession de Elise Pailliz, veuve décédée de August H. A. Schirandt, déc.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,178—Division C —Attendu que William R Sichrandt a pr senté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir l'autorisation dans la succession de feu Elise Pailliz, veuve décédée d'Auguste H. E. Sichrandt, et décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, Greffier.

25 mars—25 29—3 avril

Succession d'Antoine Marschal.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 19,982—Division E— Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte présenté par Mme veuve Louise Marschal, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, Greffier.

19 mars—19 24 28

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 89,464.—Division—Albert C. Marshal vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Qu'une cession des biens de la pétitionnaire Albert C. Marshal soit et accepte par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Antoine F. Coffey, esq. notaire, en son bureau, No 186 rue Commune, en cette ville, mercredi, le 22ème jour d'avril 1891, dans la dite ville pardevant ce considération et de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur son contre la décharge de ses dettes et de toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Martin Vosbine, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1891.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
18 mars—18 28—avril 4 22

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVIL de District pour la paroisse d'Orléans, No 32,179—Division C.—Le Syndic des vos créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles Louis Le Vasseur soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Charles J. Theard, Esq., notaire, en son bureau, No 6 rue du Camp, en cette ville, le MERCREDI, 15me jour d'avril 1891, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter pour ou contre la décharge du dit pétitionnaire et sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Martin Vosbine, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1891.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
18 mars—18 28—avril 4 22

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 32,511—Division E—Walter J. Edwards vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La cession des biens faite par le pétitionnaire Walter J Edwards, soit acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; il est de plus ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant James Simeon, notaire le MARDI, 7me jour d'avril, 1891, à 11 heures A. M., dans le but d'accepter la remise des propriétés de l'insolvable, ou de décréter toute autre application pour une décharge de ses dettes d'élire un syndic et de pour toute autre matière qui pourrait leur être soumise, et que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues et que Martin Vosbine, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1891.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
17 mars—17 24 31—7 14 18 21 avril

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,464.—Division C.—Le Syndic des créanciers de Nicholas J. Hoey vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Nicholas J. Hoey soit et est acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Frank Fleckinger, syndic des créanciers dans cette affaire, ne serait pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, Greffier.

20 mars—20 25 29

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 20,644.—Division A—Paul J. Christina vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Aux créanciers de dite Christina et toutes autres personnes intéressées dans cette affaire, salut.—Vous êtes par le présent à l'date à assister à une réunion en cause, ordonnée par la cour, ce jourd'hui, Hon. Chas W. Ellis, Esq., Notaire, le 15me jour d'avril 1891, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur ladite affaire, d'élire un syndic, voter pour ou contre la décharge du dit insolvable et sur toutes autres affaires qui pourront leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 9 mars 1891.
Par ordre de l'Honorable

THOS C. W. ELLIS, Juge.
SAM D. RANKIN, Député Greffier.
13 mars—13 18—avril 15

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 32,513 Division "D"—Alfred Aussé vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Alfred Aussé, est par le présent, accepter par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant James Simeon notaire, le MARDI, 7me jour d'avril 1891, à 11 heures A. M., dans le but d'accepter la remise des propriétés de l'insolvable, ou de décréter toute autre application pour une décharge de ses dettes d'élire un syndic et de pour toute autre matière qui pourrait leur être soumise, et que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues et que Martin Vosbine, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1891.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
18 mars—18 28—avril 4 22

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,179—Division C.—Le Syndic des créanciers de Charles Louis Le Vasseur vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles Louis Le Vasseur soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Charles J. Theard, Esq., notaire, en son bureau, No 6 rue du Camp, en cette ville, le MERCREDI, 15me jour d'avril 1891, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter pour ou contre la décharge du dit pétitionnaire et sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Martin Vosbine, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1891.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
18 mars—18 28—avril 4 22

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,511—Division E—Walter J. Edwards vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La cession des biens faite par le pétitionnaire Walter J Edwards, soit acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; il est de plus ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant James Simeon, notaire le MARDI, 7me jour d'avril, 1891, à 11 heures A. M., dans le but d'accepter la remise des propriétés de l'insolvable, ou de décréter toute autre application pour une décharge de ses dettes d'élire un syndic et de pour toute autre matière qui pourrait leur être soumise, et que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues et que Martin Vosbine, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1891.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
18 mars—18 28—avril 4 22

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 27 MARS—CLASSE No 173
Tirage de 4 heures P. M.

62	73	30	63	43	58	55	39	20	9 19

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.
En témoignage nous apposons notre signature
Ce 27 mars 1891—4 heures P. M.
J. A. A. BOUSSEAU.
W. P. PINCKARD.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

Les prizes de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes les agences.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

Plus d'Un Million distribué.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1893.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semi-annuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros réduits mensuellement (un tous les autres dix mois de l'année, et ont lieu publiquement à la Nouvelle-Orléans.

Nouvelle depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et la prompte paiement des lots, discrète ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande intégrité et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Grand Tirage Mensuel,
—A—
L'ACADEMIE DE MUSIQUE,
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 14 AVRIL 1891.

GROS LOT: $300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit		$300,000
1 Lot de	100,000,		100,000
1 Lot de	50,000,		50,000
1 Lot de	25,000,		25,000
1 Lot de	10,000,		10,000
5 Lots de	5,000,		25,000
25 Lots de	1,000,		25,000
100 Lots de	500		50,000
300 Lots de	200,		60,000
600 Lots de	100,		60,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900
5,134 Lots se montant à		$1,054,800

PRIX DU BILLET :
Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 25 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS
AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.
ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,
PAS MOINS DE CINQ PIASTRES.

Sur lequel ne nous paierons tous les frais et nous payerons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les FRACTIONS DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresses à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Bonnes Poderose en plein et faites la signature ci-dessus.

La Compagnie ayant passé des lois définissant le service de la malle à pouvoir les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour expédier à nos correspondants et pour envoyer les listes des lots gagnants aux Tirs. Vous aurez alors nos Noms Bretés comme Instituts sans S'Rent. Les au crédit postales nous mêmes ordinaires à livrer toutes lettres de GENARENS adressées à Paul Conrad, mais nous ne l'engageons pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES et les mandats.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque Tirage. Ecrivez nombre voulu, par Express, comme ci-dessus.

ATTENTION.—La charte actuelle de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane qui fait partie de la Constitution de l'Etat, en vigueur depuis et contre tout, CINQ ANS PAR LA LEGISLATURE EN 1879.

La Législature de la Louisiane qui s'est ajournée le 16 juillet a voté à une majorité des deux tiers du vote chacun des deux pour remettre au peuple, à une élection, et qui en sera la décision sera continuée de 1885 à 1919. L'impression générale est que LE PEUPLE SERA FAVORABLE A CETTE CONTINUATION.

N.B.—Les billets pour le tirage du mois d'Avril, et les tirages suivants, porteront la signature de son nouveau président PAUL CONRAD.

Il y a tant de systèmes infâmeux et malhonnêtes adoptés à vendre sur le marché pour lesquels les acheteurs doivent y faire attention, et ne pas acheter ou tenter d'acheter aucun BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'autres, et de vendant la chance de tout repos.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.
Vente d'un droit de Valeur d'Occupation, etc.
C. Lazard vs Cohn & Fuhrlaman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 31,499.—En vertu d'un ordre de vente daté le 26 mars 1891, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, au plus haut enchérisseur, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans la Première District de cette ville, le MERCREDI, 8 avril 1891, à midi de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Le terme non expiré du bail ci-lissant le 30 septembre 1891, et le droit d'occupation sous ce bail libre de loyer jusqu'à la dite date dans le local récemment occupé par Cohn et Fuhlaman et connu comme les Nos 70 et 72 rue de la Conmune (le loyer ayant été payé en avance jusqu'à la dite date au prorata) et une partie des produits de la vente du stock de marchandises contenues dans le dit local.

Saisi dans l'affaire ci-dessus et autre.
Termes—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
28 mars—28—avril 1 4 6

ANNONCE JUDICIAIRE.
UNE RARE OCCASION.

Vente par le Shérif Civil de la vente et bien construite bâtisse en briques à trois étages, formant le coin sud-ouest des rues Tchoupitoulas et Gamme, actuellement occupée par MM. Jaeger et De Pass, comme les magasins portant les Nos 9, 11, 13 rue Tchoupitoulas, attenant dans la partie la plus commerçante des affaires de gros de la ville, facilement louée à de bons prix—Magasins facilement subdivisibles à pas de frais.

La vente des dites lots à été différée en attendant à donne moin de crédit en un billet portant seulement 6 0[0 d'intérêts.

Plans exposés à la Bourse.

D. C. McCan vs. Philip Thompson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,091—En vertu d'un ordre de vente daté le 23 mars 1891 à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 18 avril 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, passages, privilèges et servitudes et appartenant, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Tchoupitoulas, Gamme, Gravier et Magazine, et désigné comme le terrain No 11, dans un plan dressé par N. Killieux et Compagnie, dépose comme No 14 au bureau de C. Gauche, notaire, en date du 6 mai 1871, le dit lot mesure, en mesure anglaise, dix neuf pieds, huit pouces et cinq lignes, ou plus, de front à la rue des Tchoupitoulas et avec une profondeur quatre-vingt quarante pieds sur chacune de ses trois lignes parallèles, à laquelle profondeur, le dit lot mesure aussi chacun trente pieds sur une nouvelle profondeur de cet même trente pieds de chaque côté, entre lignes parallèles, de sorte que le dit lot mesure sur la ligne du fond soixante-dix neuf pieds, huit pouces et cinq lignes. Etant la même propriété qui a été achetée par Mme Jeanne Bonpain de M. F. B. Delord, d'après un acte exécuté le 10 juin 1868 pardevant Abel Dreyfous, notaire en cette ville.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
23 fév—23—mars 2 9 16 23 28

ANNONCE JUDICIAIRE.
Vente de propriété de valeur formant le coin sud-ouest des rues St-Charles et Terpsichore, maintenant occupée comme une épicerie. Sur crédit à termes et intérêt très bas.

Traders Bank vs Philip Thompson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,344.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, et du consentement des parties intéressées, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, SAMEDI, le 18 avril 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges et servitudes y appartenant ou pouvant en dépendre situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Tchoupitoulas, Antarpe, Carondelet et Terpsichore, désigné par le No 1 sur un plan dressé par C. A. Hedin le 17 février 1859 et exécuté le 19 du même mois par T. O. Stark, ex notaire en cette ville, d'après lequel le No 122 et mesurant conformément à celui-ci, trente pieds de front sur une pouces et cinq lignes de façade sur la rue Tchoupitoulas, sur une profondeur de cent vingt-sept pieds, dix pouces et cinq lignes, entre lignes parallèles, et formant l'angle nord-ouest des rues St-Charles et Terpsichore.

Etant la même propriété qui a été achetée par le dit défendeur par achat de Mme F. Ravenaugh, suivant acte de vente F. Ravenaugh, suivant acte de vente passé pardevant James Fahey, le 17 juillet 1889.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Termes et conditions—1° Au comptant à payer et satisfaire la réclamation du plaignant à savoir, la somme de cinq mille piastres ($5,000), avec intérêt à raison de 6 0[0 par an, à partir du 1er 1889, jusqu'à paiement; 5 0[0 sur le dit montant pour les frais d'avocat, les frais et charges du procès à la vente s'élevant à environ trois cent cinquante piastres, et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété s'élevant à environ deux cent piastres, faisant ainsi tout le montant du paiement au comptant environ six mille trois cent piastres ($6,300).

2° Et la balance à un crédit de un et deux ans, en billets de l'acquéreur portant intérêt au taux de 6 0[0 par an de la date de la vente jusqu'à paiement et garantie par hypothèque spéciale et lien du vendeur et privilège sur la dite propriété jusqu'à parfait paiement. Les frais de vente reafermeurs les clauses sans les rais d'avocat, assurance, transfert de pelotes, etc.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans
17 mars—17 24 31—7 14 18 18 avril

ANNONCE JUDICIAIRE.
Vente pour effectuer un partage.

Martin A. Flood vs Louise Hollins et al.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, Division A.—No 31,888.—Cour.—Que le vente d'un jugement et ordre de vente en date du 27 février 1891, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, au plus haut enchérisseur, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le 20 mai 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges et servitudes appartenant ou pouvant en dépendre situé dans le Sixième District de cette ville, dans cette partie connue comme Bertheville, borné par les rues St. Patrick, St-David, Edmond et la ligne de divisions des lots C. et D. F. Foucher et désigné comme les Nos quarante-vingt-neuf et quatre-vingt-dix-huit, dressé par Monnerger, le 24 janvier 1854, et déposé par Monnerger, le 24 janvier 1854, et déposé par Monnerger à l'étude d'Achi le Chiapella, alors notaire de cette ville, le dit lot de terre est divisé en dix-huit lots, mesurant cette de un à dix inclusivement mesure au pied américain, deux-cent quarante-vingt-dix-neuf pieds huit pouces et cinq lignes de face à la rue Edmond, et deux-cent-quarante-neuf pieds de profondeur entre lignes parallèles, à la rue St David et deux-cent cinquante-six pieds et cinq pouces de face à la rue St-Patrick.

Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
24 fév—mars 3 10 17 24 30

PAR LE MARSHAL DES ETATS-UNIS

E. L. Birdsong vs. Philip Thompson. No 11,903.

LA COUR DE CIRCUIT DES ETATS-Unis, pour le District de l'Est de la Louisiane—Ne vente d'un writ de fieri facias, à moi adressé dans la susdite affaire, je vendrai au plus haut enchérisseur, à la porte de la Cour, en cette ville, le LUNDI, 6me jour d'avril 1891, à midi, à l'intérêt principale de la défenderesse dans les suivants :

Le certificat No 6 représentant soixante actions de fonds-capital de la compagnie dite "Electric Traction Manufacturing Company" à la valeur de Philippe Thompson, défendeur dans la susdite affaire. La valeur au pair des dites actions $100 chacune.

Saisi dans la susdite affaire.
Conditions—A un crédit de douze mois ; l'acquéreur étant requis en faveur un bon acceptable, avec bonne et suffisante sécurité portant 5 0[0 d'intérêt par an à partir du jour de la vente et payable 12 mois après date.

L'acquéreur sera également requis de payer comptant une somme suffisante pour couvrir les frais et dépens de ces procès, montée à $175, laquelle somme sera portée au crédit du dit bon de douze mois.

Bureau du Marshal des Etats-Unis, Nouvelle Orléans, le 25me jour de mars 1891.

E. H. DOMALLY,
Marshal des Etats-Unis, District de l'Est de la Louisiane.
25 mars—avril 1 6

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.
Vente de pontes ouvrante, matelas, duvet etc.
Mark Levy & Bro. vs. Limie Smith.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32,345—En vertu d'un ordre de vente daté le 23 mars 1891 à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 18 avril 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, passages, privilèges et avantages y appartenant, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Tchoupitoulas, Gamme, Gravier et Magazine et désigné comme les Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 18 avril 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, passages, privilèges et servitudes